

dépenses de l'administration, le gouvernement n'a pas menti moins effrontément à sa solennelle promesse.

Toujours d'après les chiffres officiels fournis par l'hon. M. Weir à la dernière session, quel a été le chiffre de la dépense ordinaire sous les deux régimes? De 1892 à 1897, en 5 ans, les conservateurs ont dépensé \$20,631,842.60, tandis que de 1897 à 1907, en 10 ans, les libéraux ont dépensé \$45,862,598.14. La moyenne annuelle chez les conservateurs était donc de \$4,126,368.52, et chez les libéraux de \$4,568,259.82, soit un excédent annuel de dépense de \$459,891.30 chez ces derniers.

On voit donc que les libéraux n'ont pas tant raison de se proclamer si forts financiers et que le parti conservateur offre en somme des garanties bien supérieures de fidélité et d'honnêteté dans l'administration du trésor public.

CONCLUSION

Voilà donc les pièces du procès. Elles ne sont pas complètes sans doute, et l'on pourrait relever bien d'autres erreurs, bien d'autres faiblesses, bien d'autres saletés même dans l'administration qui finit. Mais le peuple en a déjà assez, croyons-nous, pour justifier sa condamnation du gouvernement libéral, le 8 juin prochain. La province de Québec réclame un gouvernement progressif et honnête qui donne à la classe agricole toute la part d'attention à laquelle elle a droit, qui sache promouvoir la cause de l'éducation dans le sens de nos traditions anciennes, qui développe nos ressources naturelles pour le profit des habitants du pays et non des étrangers; qui arrache à la spéculation malhonnête notre immense richesse forestière, nos mines, nos pouvoirs d'eau; qui enfin comprenne l'importance souveraine au point de vue national de la colonisation. Et ce gouvernement, l'électorat de la province de Québec sait maintenant que ce n'est pas M. Gouin et ses collègues compromis qui le lui donneront.